

Adoption du cadre financier pluriannuel 2021-2027

À la suite de l'approbation donnée hier par le Parlement européen, le Conseil a adopté le règlement fixant le cadre financier pluriannuel de l'UE pour la période 2021-2027.

Ce règlement établit un budget à long terme de 1 074,3 milliards d'euros aux prix de 2018 pour l'UE-27, y compris l'intégration du Fonds européen de développement. Conjugué à l'instrument de relance Next Generation EU doté de 750 milliards d'euros, ce budget permettra à l'UE d'accorder des financements pour un total sans précédent de 1 800 milliards d'euros au cours des années à venir, afin de contribuer à la relance à la suite de la pandémie de COVID-19 et de soutenir les priorités à long terme de l'UE dans différents domaines d'action.

Le prochain budget à long terme couvrira sept domaines de dépenses. Il servira de cadre pour le financement de près de 40 programmes de dépenses de l'UE au cours de la prochaine période de sept ans.

Principales caractéristiques

Au titre du prochain cadre financier pluriannuel, les financements de l'UE seront axés sur les nouvelles priorités et les priorités renforcées dans l'ensemble des domaines d'action de l'UE, y compris les transitions écologique et numérique. La politique de cohésion et la politique agricole commune continueront à bénéficier de financements importants et feront l'objet d'une modernisation afin de s'assurer qu'elles contribuent au mieux à la relance économique de l'Europe et aux objectifs écologiques et numériques de l'UE.

Au total, environ un tiers des dépenses de l'UE au titre du budget à long terme seront allouées à des domaines d'action nouveaux et renforcés. Les financements au titre du nouvel instrument de relance aideront les États membres de l'UE à faire face aux conséquences de la crise de la COVID-19, renforçant ainsi la modernisation et la résilience.

L'UE consacrera 132,8 milliards d'euros au domaine de dépenses "marché unique, innovation et numérique" et 377,8 milliards d'euros au domaine de dépenses "cohésion, résilience et valeurs". Ces montants passeront respectivement à 143,4 milliards d'euros et à 1 099,7 milliards d'euros avec les financements supplémentaires tirés de l'instrument de relance Next Generation EU, y compris les prêts aux États membres. Une enveloppe supplémentaire de 356,4 milliards d'euros sera allouée au domaine des ressources naturelles et de l'environnement (373,9 milliards d'euros avec la contribution de l'instrument de relance Next Generation EU).

Les dépenses dans les domaines de la migration et de la gestion des frontières s'élèveront à 22,7 milliards d'euros au cours des sept prochaines années, et 13,2 milliards d'euros seront consacrés à la sécurité et à la défense. Les fonds consacrés au voisinage de l'UE et au reste du monde s'élèveront à 98,4 milliards d'euros.

Nouveaux programmes et programmes renforcés

Afin de soutenir la transition numérique, un nouveau programme de financement, le programme pour une Europe numérique, est mis en place pour promouvoir le déploiement et l'adoption à grande échelle de technologies numériques clés telles que les applications de l'intelligence artificielle et les outils de pointe en matière de cybersécurité. Le volet numérique du mécanisme pour l'interconnexion en Europe bénéficiera également de financements en forte hausse.

Le nouveau programme "L'UE pour la santé" offrira une base solide à l'action de l'UE dans le domaine de la santé, sur la base des enseignements tirés durant la pandémie de COVID-19.

Dans le domaine de la recherche et de l'innovation, le programme Horizon Europe bénéficiera d'une augmentation significative dès que le financement sur la base de l'instrument de l'Union européenne pour la relance sera disponible.

L'appui à la gestion des migrations et des frontières a également été considérablement renforcé, notamment pour financer jusqu'à 10 000 garde-frontières qui seront mis à la disposition de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes d'ici 2027.

Dans le domaine de la sécurité et de la défense, un nouveau Fonds européen de la défense sera créé pour promouvoir la compétitivité, l'efficacité et la capacité d'innovation de la base industrielle et technologique de défense de l'UE.

Les programmes en faveur des jeunes, tels qu'Erasmus + et le corps européen de solidarité, seront également renforcés: ainsi, le nombre de participants au programme Erasmus + devrait tripler au cours du nouveau cadre financier pluriannuel.

Afin de soutenir les régions à forte intensité de carbone les plus vulnérables dans leur transition vers une économie neutre pour le climat, un nouveau Fonds pour une transition juste est créé. Il bénéficiera de financements au titre du prochain budget à long terme et de l'instrument de l'Union européenne pour la relance.

Prochaines étapes

La plupart des programmes de financement sectoriels de l'UE devraient être adoptés au début de 2021 et s'appliqueront rétroactivement à partir du début de 2021.

Pour la mise en œuvre de l'instrument de relance Next Generation EU, la décision de l'UE relative à ses ressources propres devra être approuvée dans tous les États membres conformément à leurs règles constitutionnelles. Dans le cadre de cette décision, la Commission sera autorisée, à titre exceptionnel, à emprunter jusqu'à 750 milliards d'euros (aux prix de 2018) sur les marchés des capitaux pour faire face aux conséquences de la crise de la COVID-19.

La plupart de ces fonds seront acheminés par l'intermédiaire d'une facilité de 672,5 milliards d'euros pour la reprise et la résilience, qui soutiendra les investissements publics et les réformes dans les États membres au moyen de subventions et de prêts, afin de les aider à faire face aux répercussions économiques et sociales de la pandémie de COVID-19 ainsi qu'aux défis posés par les transitions écologique et numérique.

Press office - General Secretariat of the Council

Rue de la Loi 175 - B-1048 BRUSSELS - Tel.: +32 (0)2 281 6319

press@consilium.europa.eu - www.consilium.europa.eu/press